

Mario Albertini

Tutti gli scritti

V. 1965-1970

a cura di Nicoletta Mosconi

Società editrice il Mulino

Intervento al Comitato centrale del Mfe (Parigi, 17 ottobre 1965)

1) Nous sommes en présence de l'affaiblissement de la Cee et en particulier de son élément «supranational», la Commission. La question se pose donc de savoir si cet affaiblissement a un caractère transitoire ou permanent, s'il est dû à l'action du général de Gaulle ou bien à des causes plus profondes. La question est de la plus haute importance car si la première hypothèse peut être retenue il suffit de s'opposer à de Gaulle et de défendre la Commission, tandis que, dans le deuxième cas, il faut se préparer à une situation nouvelle, à une politique nouvelle etc.

2) A mon sens, l'affaiblissement de la Commission a un caractère permanent. La raison en est dans le fait qu'elle se heurte désormais à deux obstacles insurmontables. Le premier se trouve à l'intérieur de la Cee elle-même. A l'heure des prix agricoles européens et de l'union douanière presque accomplie, nous en sommes aussi à un point où il est absolument impossible d'avancer sans un *budget fédéral* européen (ce n'est pas concevable que les droits d'importation perçus sur les denrées débarquées à Rotterdam soient retenus par les Pays-Bas même si elles sont destinées à Paris, ou à Milan etc.). En effet, la Commission l'a proposé, mais elle a été battue. Au lieu du budget européen, nous avons eu la crise de la Cee. On a dû constater que son pouvoir n'est pas suffisant pour cela. Il s'agit de transférer des gouvernements nationaux à la Cee le contrôle des recettes douanières, donc il faut un pouvoir européen plus fort que les pouvoirs nationaux, d'autant plus que ce budget mettrait en cause le contrôle de la monnaie et, en général, de la politique économique elle-même, et que, une fois ce pas accompli, il faudrait arriver à un véritable gouvernement européen.

Le deuxième obstacle se trouve à l'extérieur de la Cee. En tant que presque unité économique, l'Europe des Six constitue en

même temps une presque puissance politique, dont il s'agit d'établir la défense et les relations avec les autres centres de puissance, faute de quoi l'union économique elle-même ne pourrait se maintenir, comme les conséquences du mauvais état des rapports franco-allemands le démontrent. Mais tout cela est en contradiction avec la force de dissuasion française, avec la participation allemande à la force nucléaire américaine (dont il faut comprendre les conséquences. Sans l'Europe, elle ne peut que déboucher sur un armement nucléaire allemand indépendant: qu'on se souvienne de la Ced); tout cela exige aussi une réponse européenne à l'échéance du Pacte Atlantique (1969) etc. C'est l'évidence même que la Commission de la Cee, ou n'importe quelle Commission n'a pas la possibilité d'intervenir dans ce domaine, de transférer au niveau européen les compétences nucléaires des Etats etc., bref d'imposer au conseil des ministres la politique militaire et étrangère de l'Europe des Six.

3) Il faut admettre que si nous sommes en présence de l'affaiblissement définitif de la Cee nous sommes en présence aussi de l'épuisement de la stratégie européenne qu'on a suivie dès 1955 jusqu'à présent, à savoir celle du marché commun. Il suffit de se rappeler, pour en juger, que le marché commun n'était pas une fin en soi, mais une stratégie pour l'unification de l'Europe, et que cette stratégie reposait sur deux piliers:

a) un programme d'intégration économique, dans le but d'arriver à un stade où elle aurait posé les problèmes d'un budget européen, d'une monnaie européenne etc. et par là-même le problème d'un gouvernement européen, donc de l'Etat fédéral;

b) la prévision de la croissance du pouvoir de la Cee au fur et à mesure du développement de l'intégration économique, et notamment du fait que, ce jour venu, elle aurait eu une force suffisante pour se transformer en un Etat fédéral.

Grâce à l'exécution du programme un grand bout de chemin a été parcouru et ce jour est venu. Mais le fait qu'avec la proposition d'un budget fédéral la Cee se soit affaiblie, au lieu de se renforcer jusqu'au point prévu, démontre justement l'épuisement de cette stratégie, en d'autres termes la fin d'une phase historique de l'unification européenne. Au reste, la fin de la période transitoire du marché commun approche. Sans de nouveaux objectifs, placés plus haut que ceux du marché commun, ce sera le vide.

4) Il faut donc une nouvelle stratégie. Ses données sont déterminées par les obstacles à dépasser. Son point de départ est dans la presque-Europe d'aujourd'hui: celle au stade de la presque-union économique et de la presque-puissance politique; son point d'arrivée se situe dans le transfert du contrôle de la politique économique, étrangère et militaire à l'Europe constituée, faute de quoi, on l'a vu et on le constate chaque jour, l'Europe ne peut plus avancer. La force à employer est celle de l'opinion publique européenne au maximum de sa puissance, c'est-à-dire à un point où elle ait acquis la conscience de constituer le peuple fédéral européen en formation et de disposer par conséquent du droit de décider, à travers ses représentants directs, de la forme de l'unité européenne (pouvoir constituant). Il n'existe pas d'autre force à la hauteur de la tâche (transfert des compétences). Il faut donc mobiliser cette opinion publique avec ces mots d'ordre (peuple fédéral européen, pouvoir constituant).

Cette tâche dépasse les fédéralistes. Mais ils peuvent, avec le recensement (encadrement de la population) et le front (groupement des cadres) constituer l'amorce de cette opération, qui vise à obtenir par une méthode graduelle ce qu'on voulait obtenir d'un coup par l'élection directe du Parlement de Strasbourg, et dont la possibilité repose d'un côté sur l'état très avancé de l'intégration européenne, de l'autre sur l'impossibilité de mener à bien, dans le cycle politique en présence, les tâches de la défense et de l'économie sur le plan national (goulots d'étranglement: 1967/69, fin de la période transitoire du Marché Commun, 1969, échéance du Pacte Atlantique, au-delà, armement nucléaire allemand etc.).

Les fédéralistes peuvent constituer cette amorce, à la condition d'avoir le même courage que les Monnet et les Schuman, qui n'ont pas hésité à lancer des mots nouveaux pour des choses nouvelles (les communautés). Peut-être fallait-il plus de courage pour parler à cette époque-là de la supranationalité, que pour parler aujourd'hui du peuple fédéral européen et de son pouvoir constituant. De toute façon, c'est justement parce que leur courage à fructifié, jusqu'aux prix agricoles européens, qu'on peut et qu'on devrait dès à présent tirer au clair ce qui se trouve aujourd'hui dans un état embryonnaire.

4) Il faut envisager aussi la transition de la vieille stratégie à la nouvelle stratégie. Je crois que tout cela peut s'inscrire dans la

distinction qu'il faut faire entre la politique à court terme et celle à long terme. A court terme, c'est l'évidence même, il faut défendre le Marché Commun et la Cee, mais il faut aussi, en même temps, préparer dès à présent le facteur qui pourra dépasser, une fois développé, les obstacles qui empêchant la Cee de progresser. Il s'agit de l'intervention directe de la population, il s'agit de la politique à long terme. Ce n'est que de cette façon qu'on peut répondre aux gaullistes qui d'un côté (politique à court terme) s'opposent au développement de la Cee, et de l'autre (politique à long terme) soutiennent l'impossibilité d'aller au-delà des nations pour ce qui est de l'Etat, du pouvoir politique et du peuple.

Dattiloscritto.